

Savoirs contre pauvreté

M. François BOURGUIGNON,
économiste, professeur émérite à l'École d'économie de Paris,
professeur invité sur chaire annuelle

ENSEIGNEMENT

Cours : pauvreté et développement dans un monde globalisé^a

Si l'on doit juger du développement par la capacité des pays moins développés à rattraper les pays les plus avancés et, par conséquent, à diminuer la pauvreté, les performances de ces dernières décennies doivent être qualifiées de « mitigées ». Certains pays, notamment en Asie, et la Chine en premier lieu, ont connu un indéniable succès. En revanche, les niveaux de vie de l'Amérique latine sont restés à peu près au même niveau par rapport à la moyenne mondiale, tandis que plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont vu s'accroître leur retard initial. En proportion de la population mondiale, la pauvreté a diminué. Mais, en nombre absolu de personnes pauvres, ce n'est que sur les toutes dernières années qu'elle a commencé de régresser. Et, dans les deux cas, le progrès tient avant tout aux performances exceptionnelles de la Chine. Aujourd'hui, 1,3 milliard d'habitants de la planète vivent encore dans le dénuement, avec moins de un euro par personne et par jour, en pouvoir d'achat des pays développés.

Faut-il en conclure, comme le font certains, que, à quelques exceptions près, l'économie et la pratique du développement ont purement et simplement échoué et que l'on a peu appris des expériences nationales de développement telles qu'elles se déroulent depuis 50 ans ? Le mieux que nous puissions faire aujourd'hui est-il

a. Les cours sont disponibles en audio et en vidéo sur le site internet du Collège de France (<http://www.college-de-france.fr/site/francois-bourguignon/course-2013-2014.htm>) ainsi que le colloque organisé par la chaire en juin 2014 : « Development and development economics: where from now? » : <http://www.college-de-france.fr/site/francois-bourguignon/symposium-2013-2014.htm> (vidéo seulement). La leçon inaugurale, *Pauvreté et développement dans un monde globalisé*, fait l'objet d'une édition imprimée (Fayard/Collège de France, 2014) et d'une édition numérique (Collège de France, 2015 ; voir <http://books.openedition.org/cdf/156>). Elle est également disponible en audio et en vidéo : <http://www.college-de-france.fr/site/francois-bourguignon/inaugural-lecture-2014-04-03-18h00.htm> [NdÉ].

alors seulement de venir en aide aux plus pauvres du monde en leur apportant un complément de pouvoir d'achat ou en les aidant à assurer l'éducation et la bonne santé de leurs enfants ? Et faut-il renoncer à trouver le moteur de croissance qui permettra de créer les emplois productifs grâce auxquels les individus pourront améliorer leurs conditions de vie ?

Nous n'en sommes pas là. Un savoir s'est accumulé sur les mécanismes du développement et la lutte contre la pauvreté. Il montre une extraordinaire variabilité, dans l'espace et dans le temps, de ces mécanismes, des contraintes auxquelles ils sont soumis, et des politiques à mettre en œuvre, et par conséquent la formidable difficulté de généraliser à partir d'expériences individuelles. Il montre aussi les erreurs commises en s'en remettant à une vision trop simple et souvent doctrinale du développement économique. L'objectif de ce cours était donc d'évaluer ce savoir en revenant sur les grands débats de l'économie du développement à la lumière des éléments théoriques et empiriques dont on dispose aujourd'hui. On en présente ici quelques idées fortes.

La prégnance de la mondialisation

La mondialisation est sans nul doute l'élément de contexte essentiel pour comprendre les enjeux contemporains des politiques de développement. C'est elle qui explique que les modèles de développement à élaborer dans le monde d'aujourd'hui diffèrent radicalement des modèles historiques. Schématiquement, ceux que l'on appelle aujourd'hui les pays développés, qu'il s'agisse de l'Europe de l'Ouest, des États-Unis ou du Japon, ont suivi un processus de développement fondé en premier lieu sur l'industrialisation puis sur des services à destination des entreprises. C'est le développement industriel qui a permis dans un premier temps d'absorber la main-d'œuvre faiblement productive concentrée dans l'agriculture ou les activités traditionnelles et de faire progresser le niveau de vie de l'ensemble de la population. C'est ensuite l'accumulation généralisée de capital humain qui a permis de prolonger cette tendance par le développement des services.

Cette stratégie d'industrialisation a inspiré toutes les expériences de développement de l'avant et après Seconde Guerre mondiale. L'Amérique latine a été la première région à se lancer dans l'industrialisation à la suite de la crise des années 1930 dans les pays développés qui avait brutalement asséché leur potentiel d'exportation de matières premières et par conséquent limité leurs importations de produits manufacturés. La stratégie adoptée avait justement consisté à substituer les importations par une production industrielle locale. Une stratégie identique de substitution d'importation avait été retenue par la plupart des pays issus du mouvement de décolonisation des années 1950 en Asie ou en Afrique. Un peu plus tard, c'est au contraire une stratégie d'industrialisation centrée sur l'exportation de produits manufacturés vers les pays développés qu'avaient choisie les « dragons asiatiques » (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour), avec un succès spectaculaire qui devait inspirer plus tard d'autres pays de la région.

Il apparaît aujourd'hui que seuls quelques pays en développement, principalement asiatiques, ont effectivement réussi à asseoir leur développement sur l'industrialisation et ce en se basant sur les exportations. À la suite des dragons, ils ont d'ailleurs connu une croissance rapide, le meilleur exemple étant évidemment celui de la Chine. En revanche, l'industrialisation n'a pas pris en Afrique subsaharienne et elle a régressé dans la plupart des pays latino-américains, comme elle l'a fait d'ailleurs dans plusieurs pays développés.

La mondialisation des échanges et la réallocation massive de l'activité industrielle dans le monde qu'elle a entraînée, sont, dans une large mesure, responsables de cet état de fait. Elles résultent en partie de l'ouverture au commerce mondial de ces nations géantes que sont la Chine et l'Inde, ainsi que des anciennes républiques de l'Union soviétique et des pays qui en étaient proches. Mais la mondialisation est aussi la conséquence du progrès technique et notamment de la baisse relative des coûts de transport. À travers les stratégies d'investissement direct des grandes firmes multinationales, ces deux évolutions ont entraîné une relocalisation massive de l'activité industrielle mondiale vers l'Asie, notamment en Chine. Celle-ci est devenue le premier exportateur mondial de produits manufacturés et a trouvé dans cette spécialisation la source d'une croissance spectaculaire.

Il n'est pas sûr que le modèle de développement asiatique basé sur les exportations de produits manufacturés soit pérenne, mais il aura assuré le décollage économique des pays de la région. Avec les consommateurs des pays développés, celle-ci aura été la principale bénéficiaire de la mondialisation. En revanche, cette réallocation géographique des activités industrielles initialement localisée dans les économies du Nord a court-circuité les autres grandes régions en développement. L'Afrique et l'Amérique latine sont devenues, ou redevenues, principalement exportatrices de matières premières, minérales ou agricoles, et il est peu probable que, pour encore un certain temps, ces deux régions puissent concurrencer les nouveaux champions industriels asiatiques et faire reposer leur développement économique sur l'industrialisation, sauf à envisager une remise en question drastique des accords commerciaux gérés par l'Organisation internationale du commerce. Le problème est peut-être moins grave pour l'Amérique latine qui est déjà à un niveau de revenu par tête égal à la moyenne mondiale et qui a déjà pu profiter d'une première industrialisation. De fait, de nouvelles industries y sont en cours de développement, qui utilisent l'avantage comparatif de la région dans les produits de base agricoles. Le problème est nettement plus sérieux pour l'Afrique, revenue à sa spécialisation coloniale en matières premières, et qui se trouve être à la fois la région la plus pauvre du monde et celle où la croissance démographique est la plus rapide.

Le cas préoccupant de l'Afrique

La question qui se pose, dans le cas des économies de l'Afrique subsaharienne, est celle de l'interprétation que l'on doit donner à l'accélération de la croissance que l'on observe dans la région depuis le tournant des années 2000. Il est certain que l'amélioration sur la même période des prix de leurs exportations de matières premières sur les marchés mondiaux a joué un rôle considérable. Mais l'amélioration notoire de leur gouvernance et des politiques mises en œuvre est aussi à souligner. Dans un cas comme dans l'autre se pose cependant de façon cruciale la question du moteur de développement africain sur le long terme.

La population africaine va doubler dans les 40 prochaines années pour atteindre 2 milliards de personnes. Les exportations de matières premières peuvent-elles être le moteur de croissance et d'emploi nécessaire pour faire face aux besoins de cette population ? Dans le récent retour d'une croissance satisfaisante en Afrique, on observe en réalité que, en dehors des secteurs producteurs de matières premières, ce sont les secteurs produisant des biens non échangeables — services, construction, transports... — qui profitent le plus de l'accroissement du PIB, soit les secteurs qui répondent principalement à la demande nationale issue du surcroît de revenus

d'exportation. La croissance africaine de ces dernières années apparaît donc plus comme « tirée » par la demande issue du surplus de revenu provenant de la hausse des termes de l'échange que « poussée » par des forces autonomes. Si c'est bien le cas, alors un ralentissement risque de se produire si le cycle des matières premières doit s'inverser, comme peut le laisser penser le renversement en cours du cycle pétrolier.

Même en l'absence d'un tel retournement, un développement africain centré sur l'exportation de matières premières semble difficilement envisageable sur le long terme. Imaginons en effet que le moteur de croissance des pays africains soit la seule demande de biens non échangeables engendrée par la rente issue des exportations de matières premières et que toute la demande restante soit importée. Cela signifie que, sur le long terme, la croissance économique sera essentiellement déterminée par la croissance de ces exportations et de leur pouvoir d'achat. Sans diversification de l'activité dans le domaine des biens échangeables, par substitution des importations ou l'exportation de nouveaux produits, la croissance d'une économie de rente est contrainte par la croissance du pouvoir d'achat de cette rente. L'emploi, en particulier, croît à ce rythme, diminué des gains de productivité. Si la population africaine doit doubler en une quarantaine d'années et si la productivité croît de 2 à 3 % par an, maintenir le taux d'emploi actuel, déjà faible, exigerait alors que le pouvoir d'achat des exportations de matières premières augmente à un taux annuel de 4 ou 5 %. Une telle croissance est difficilement imaginable sur une période aussi longue, du côté de la demande des pays développés et émergents comme du côté de l'offre des pays africains – même en tenant compte de la découverte de nouvelles ressources.

Le développement à long terme des pays africains nécessite une diversification de leurs économies. À moyen terme, cette diversification est d'autant plus indispensable que ces pays sont pour l'instant peu protégés face à un possible retournement, même temporaire, du cycle en cours des prix des matières premières. Cette diversification est aussi primordiale pour maintenir les progrès effectués en matière de gouvernance et éviter cette « malédiction des ressources naturelles » qui conduit à l'opacité de la gouvernance, à la corruption et aux conflits ouverts ou latents pour l'appropriation de la rente.

Libre-échange et politiques commerciales

La libéralisation du commerce international est l'une des dimensions essentielles de la mondialisation. Elle est cependant loin d'être complète et, même si ceux qui poussent à cet objectif ne manquent pas, il n'est pas sûr que cela soit toujours dans l'intérêt de tous les pays, d'autant plus que les réticences sont fréquentes au sein des nations lorsque certains groupes d'intérêt ou groupes sociaux sont fortement et négativement affectés par la libéralisation. La négociation en cours à l'Organisation mondiale du commerce, dite « négociation de Doha » ou encore du « développement » est actuellement en panne, justement à cause de la résistance de certains pays, et certains groupes au sein de ces pays, à aller trop loin dans la libéralisation. Que le libre-échange soit toujours la meilleure stratégie de développement est par ailleurs sujet à caution.

Revenons sur le cas de l'Afrique, à titre d'exemple. Y diversifier l'activité économique exige avant tout la présence de débouchés pour des produits manufacturés ou agricoles non traditionnels produits sur place. Or ces produits sont

peu compétitifs ou se heurtent à diverses barrières protectionnistes sur les marchés étrangers, comme c'est le cas pour certains produits agricoles en Europe.

Il y a plusieurs solutions envisageables à cette difficulté. La première consiste en un désarmement des subventions, tarifs excessifs et autres barrières commerciales entravant l'importation de certains produits agricoles dans les pays développés. L'échec de la négociation de Doha montre que cette option est peu envisageable dans les années qui viennent. Une deuxième solution serait que ces mêmes pays accordent des préférences commerciales aux exportations africaines par rapport à d'autres pays aujourd'hui plus compétitifs. Mais cela pose la question de l'équité du commerce international : pourquoi favoriser le textile ou les chaussures produites en Éthiopie ou au Ghana par rapport au Bangladesh ? Une dernière stratégie pourrait être de permettre l'éclosion de certaines industries dans les pays africains par le biais d'une protection effective, tout en favorisant l'intégration régionale pour assurer une taille de marché permettant d'exploiter les économies d'échelle et donnant aux entreprises locales le temps de devenir progressivement compétitives au niveau international. Ces deux dernières stratégies constituent des entorses temporaires au libre-échange et vont à l'encontre des visions extrémistes de la mondialisation. Il est cependant probable qu'il y ait peu d'alternatives si la communauté internationale se soucie du développement des plus pauvres.

Le même type d'argument s'applique aux régions en développement qui n'ont pas pu rivaliser avec l'Asie dans la conquête des marchés d'exportation vers les pays du Nord. Elles doivent se protéger en même temps de la concurrence des pays développés et de celle de l'Asie, jusqu'à ce qu'elles aient pu hisser leur compétitivité au niveau mondial pour certaines catégories de produits. On comprend donc la réticence de pays comme l'Inde ou le Brésil à accepter le désarmement douanier sur les produits manufacturés réclamé par les pays développés dans le cadre du cycle de négociation de Doha.

L'éducation et les politiques sociales

Si elles aboutissent, l'industrialisation et la diversification des activités devraient permettre la création d'emplois et l'absorption de la main-d'œuvre issue de la croissance démographique. Encore faut-il que cette main-d'œuvre ait le bon niveau de qualification, ou plus généralement de capital humain. D'où l'importance de l'éducation et, au-delà, des politiques sociales qui encouragent l'acquisition de capital humain et protègent celle-ci de chocs défavorables sur le niveau de vie des ménages. Dans cette double perspective, les politiques éducatives et les mesures de protection sociale jouent un rôle primordial.

L'objectif de ces politiques est double. D'une part, elles contribuent au développement en offrant à l'économie le capital humain dont elle a besoin pour augmenter sa productivité et sa compétitivité. D'autre part, elles accélèrent la résorption de la pauvreté.

De nombreux programmes de recherche se sont concentrés ces dernières années sur l'exploration et l'évaluation des politiques les plus efficaces dans ces domaines, qu'il s'agisse d'encourager la scolarisation des enfants par des transferts monétaires à leurs familles, d'améliorer la qualité et l'effectivité de l'enseignement, de mieux couvrir les risques liés à la maladie ou de subvenir aux besoins des ménages affectés par des pertes d'emploi, la maladie ou même le décès des principaux apporteurs de

revenu. La littérature aujourd'hui foisonnante sur ces sujets a fait l'objet d'un résumé critique pour en dégager les principaux enseignements.

L'aide publique au développement aide-t-elle le développement ?

L'une des politiques de développement les plus débattues aujourd'hui concerne l'aide financière accordée par les États souverains des économies riches, et, de plus en plus, des économies émergentes, aux États souverains des pays pauvres. Le débat porte sur l'efficacité de cette aide. Certains y voient une source de financement essentielle pour couvrir les besoins d'infrastructure, d'éducation et de santé. De fait, l'aide au développement représente en moyenne 5 % du PIB des pays africains, soit environ un quart de leurs dépenses publiques. D'autres considèrent au contraire qu'elle est contre-productive, principalement parce qu'une bonne partie est détournée de ses objectifs et accaparée par des dirigeants peu scrupuleux, mais aussi parce qu'elle introduit des distorsions dans le fonctionnement de l'économie en produisant une appréciation réelle de la monnaie et en se substituant aux moyens de financement nationaux, privés ou publics. Il n'est pas facile d'évaluer précisément le rôle de l'aide dans le développement au niveau macroéconomique, mais les exemples de projets particulièrement efficaces financés par l'aide étrangère ne manquent pas non plus. Il est donc probable que le débat continue encore longtemps. Il aura cependant entraîné un biais important dans l'allocation de l'aide.

L'idée dominante aujourd'hui, assise sur l'intuition et sur certains travaux de recherche, est en effet que l'aide publique au développement a une efficacité certaine dans les pays dont la gouvernance et les politiques économiques sont jugées satisfaisantes. Il en résulte que l'aide a tendance à se concentrer sur ces pays et à éviter les pays dits « fragiles ». Or le besoin d'aide est probablement plus fort chez ces derniers dans la mesure où la faible gouvernance et des politiques souvent discutables peinent plus qu'ailleurs à endiguer la pauvreté. Comment traiter avec ces pays fragiles et comment, par ailleurs, éviter que dans les pays où l'aide paraît *a priori* plus efficace elle n'acquière un statut de « rente » qui tendrait à diminuer les efforts des nationaux pour leur développement ? Telles sont les questions auxquelles il est important de répondre, notamment à un moment où le contrat implicite entre pays développés et pays en développement va être réexaminé dans le cadre du lancement des Objectifs de développement durable (ODD) qui vont prendre la suite des objectifs du millénaire pour le développement (ODM), et surtout en une période de difficultés budgétaires chez de nombreux bailleurs de fonds.

La finance et les institutions financières internationales

La finance est l'un des fers de lance de la mondialisation. On pourrait penser que la mobilité du capital que permet la mondialisation est à l'avantage des économies en développement, qui éprouvent justement des difficultés de financement. Pourtant, il n'est pas clair que cet avantage soit considérable. Sans doute, les mouvements de capital physique, sous la forme d'investissements directs des grandes sociétés multinationales dans les économies en développement, se sont accélérés et un bon nombre de pays en développement leur doivent une partie de leurs bonnes performances, qu'il s'agisse des exportateurs de produits manufacturés en Asie ou de produits pétroliers ou minéraux ailleurs. On ne peut pas en dire autant des capitaux financiers qui, sous forme de prêts bancaires à court et moyen terme ou

d'achats d'actions et autres actifs financiers, vont et viennent entre pays du Nord et du Sud. Les institutions financières internationales ont pendant longtemps prôné la libéralisation de ces « flux de portefeuille ». Bien sûr, il est souhaitable que tout pays puisse s'endetter à un coût raisonnable auprès d'établissements étrangers pour lisser les problèmes de trésorerie qu'il peut rencontrer avec le reste du monde. Mais l'absence de contrôles sur les flux correspondants a conduit à plusieurs crises retentissantes dont le coût en termes de développement a parfois été considérable.

La crise de la dette du début des années 1980 (qui a conduit à un encadrement étroit de plusieurs pays par les institutions financières internationales), la crise de 1994 au Mexique, la crise asiatique de 1997 et ses répercussions en Russie puis au Brésil, ou encore la crise de 2001 en Argentine ont toutes été marquées par une baisse considérable de la production et des revenus (13 % en Indonésie en 1998, près de 20 % en l'espace de trois ans en Argentine au tournant du millénaire) et par une hausse des inégalités. Au total, chacune de ces crises représente près d'une décennie perdue pour le développement. Encore aujourd'hui, certains craignent que le retour des capitaux, partis s'investir dans les économies émergentes lorsque les taux d'intérêt ont été abaissés à un niveau proche de zéro par les banques centrales des économies développées en crise, ne provoque prochainement des catastrophes quand ces mêmes banques redresseront leurs taux.

Les institutions financières internationales, le Fonds monétaire et la Banque mondiale en premier lieu, ont une responsabilité dans cette ouverture trop précoce et trop large aux mouvements de capitaux des économies en développement. La crise de la dette des années 1980 et l'intervention massive qu'elle avait réclamée de la part de ces organisations avaient conduit ces dernières à conditionner leur aide à des réformes importantes du fonctionnement des économies en difficulté. Les programmes d'« ajustement structurel » qui en avaient découlé portaient la marque néolibérale de l'époque en insistant sur la libéralisation et la dérégulation des économies, y compris des échanges de marchandises et de services et des flux financiers avec l'extérieur. Si le libre-échange est un objectif souhaitable dans le long terme, sans que cela s'oppose nécessairement à un besoin temporaire de protection ou d'intervention étatique, le libre mouvement des capitaux est aujourd'hui remis en cause par les institutions qui l'ont pourtant recommandé de façon pressante tout au long des années 1990. Cependant, la question de la nature des instruments à mettre en place est imparfaitement résolue.

Cette question de la libre circulation des capitaux financiers a principalement été discutée à propos des économies développées et émergentes. Les pays moins développés sembleraient *a priori* moins concernés car leurs marchés financiers sont insuffisamment développés pour faire l'objet de mouvements spéculatifs à partir de l'étranger. Ils ne sont pourtant pas immunisés pour autant contre la mobilité du capital et en particulier la fuite des capitaux de leurs ressortissants les plus fortunés ou politiquement les plus influents. De ce point de vue, ils sont eux aussi exposés à ce coût de la mondialisation que représente l'absence de contrôle des flux financiers.

Conclusion

Tels ont été les principaux thèmes abordés tout au long de ce cours sur les politiques de développement dans un monde globalisé. Même s'ils couvrent un champ déjà assez large, ils sont loin d'épuiser un sujet dont l'importance en termes de pauvreté mondiale n'est pas à souligner. Chacun d'entre eux aurait demandé que

l'on s'y attarde plus qu'on a pu le faire du fait de l'ambition synthétique de l'ensemble du cours. Par ailleurs, faute de temps, certains thèmes importants n'ont été qu'effleurés au détour des points précédents. Il en est ainsi, en particulier, de la question climatique, autre contrainte majeure de la mondialisation qui va peser de plus en plus sur le développement des pays pauvres¹.

Colloque international : *Development and Development Economics: where from now?* (Développement et économie du développement : quelles perspectives ?)

Programme

« Introduction: Development Economics at a Cross-Road » (Introduction : l'économie du développement à la croisée des chemins), François Bourguignon (Collège de France)

Session 1: Approches macro-économiques

« Structural Change, Industrialization and Economic Growth » (Changement structurel, industrialisation et croissance économique), Dani Rodrik (Princeton Institute for Advanced Studies, États-Unis) ;

« Africa in the Long-Term » (L'Afrique dans la durée), Denis Cogneau, Paris School of Economics ;

« Revisiting the Structuralist-Keynesian-Neoclassical Debate » (Le débat structuralistes-keynésiens-néoclassiques revisité), Carlos Winograd (Paris School of Economics) ;

Table ronde : « Where Does and Should Development Economics Go » (Quelles sont et quelles devraient être les orientations de l'économie du développement ?).

Modérateur : Carlos Winograd (Paris School of Economics).

Participants : Gary Fields, Stephan Klasen, Dani Rodrik, Thierry Verdier.

Session 2 : Approches micro-économiques

« Earning a Better Livelihood: Wage Employment, Self-Employment, and Poverty Reduction » (Mieux gagner sa vie : travail salarié, travail non-salarié, et réduction de la pauvreté), Gary Fields (Cornell University, États-Unis) ;

« Poverty Measurement: Current Challenges and New Directions » (Mesure de la pauvreté : défis actuels et nouvelles orientations), Stephan Klasen (University of Göttingen, Allemagne) ;

« Does Growth Reduce Misery as Effectively as Poverty? » (La croissance réduit-elle la misère aussi efficacement que la pauvreté ?), Jean-Philippe Platteau (Université de Namur, Belgique) ;

« Inequality of Opportunity, Mobility and Development » (Inégalité des chances, mobilité et développement), Francisco Ferreira (World Bank, États-Unis).

Session 3 : Autres approches

« Culture and Institutions as Deep Factors in the Political Economy of Development » (La culture et les institutions comme facteurs fondamentaux dans l'économie politique du développement), Thierry Verdier (Paris School of Economics) ;

« Will Experiments, Behavioural Economics and Political Economy Analysis Help us to Improve Development and Aid Policies? » (L'expérimentation, l'économie comportementale et l'économie politique vont-elles nous aider à améliorer les politiques d'aide au développement ?), Stefan Dercon (Oxford University et Department for International Development [DFID], Royaume-Uni) ;

« Will Africa be able to harness the opportunity represented by natural resources? » (L'Afrique sera-t-elle capable de saisir l'opportunité d'exploiter ses ressources naturelles?), Paul Collier, Oxford University, Royaume-Uni ;

Table ronde : « What Role for the International Community, and Advanced Economies in Particular, in the Reduction of Global Poverty? » (Quel rôle doit jouer la communauté internationale, et les économies développées en particulier, dans la réduction de la pauvreté dans le monde?).

Modérateur : François Bourguignon.

Participants : Denis Cogneau, Stefan Dercon, Francisco Ferreira, Jean-Philippe Platteau.

« Conclusion », François Bourguignon, Collège de France.

